

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 19/2 (1992)

DOI: 10.11588/fr.1992.2.57328

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

des ordres (1794). Certains étudiants refusent d'entrer dans cette société d'ordre (fondation de la Société des Hommes Libres) et adhèrent aux idées du philosophe Fichte dont l'enseignement à Jena de 1794 à 1799 semble avoir joué un rôle important dans la cristallisation des troubles et le développement des conflits (querelle de l'athéisme).

En Autriche (Helmut REINALTER), les mouvements sociaux, comparables à ceux décrits plus haut, sont assez peu influencés par la R. F. Cette communication est la seule à mentionner le mécontentement provoqué par les prélèvements et les recrutements liés à la guerre. C'est d'ailleurs le rôle de gendarme de l'Empire joué par l'Autriche qui explique aussi que ces mouvements aient été immédiatement étouffés par une répression efficace.

Avec ARNO HERZIG, nous quittons les études régionales pour une analyse générale de la protestation des catégories inférieures de la population. Dans les villes, les références à la R. F. se limitent au discours («faire comme à Paris»), les symboles (cocarde, arbres de la liberté) étant surtout repris par les élites. Dans les campagnes, la contestation des droits seigneuriaux ne débouche pas sur le rejet du féodalisme, mais plutôt sur celles des innovations capitalistes. Si la Révolution a renforcé la capacité de protestation des classes inférieures, elle n'a pas conduit à la réception d'un programme politique.

Joseph MOOSER observe que les élites interprètent le phénomène révolutionnaire comme la séduction d'un peuple irresponsable et ignorant par des hommes qui exploitent les crises de subsistance. Ce qui conduit la plupart des états allemands à maintenir un encadrement du prix du pain alors que la «loi du Maximum» est présentée généralement comme un régime de terreur et que les élites éclairées professent le libéralisme économique.

Volker PRESS conclut en analysant finement les diverses répercussions de la politique d'endiguement de la Révolution adoptée par l'Empire sous l'impulsion de François II. L'engagement de l'Autriche lui a permis d'étendre son contrôle sur l'Allemagne du Sud, mais la Prusse en a aussi profité pour étendre sa propre zone d'influence. La combinaison des moyens militaires et juridiques ont permis d'endiguer les mouvements populaires, tout en restant dans le cadre traditionnel de l'Empire.

Il manque à ce livre une conclusion générale. Elle aurait pu être bâtie à partir des traits communs à la plupart de ces communications. Tous ces mouvements de protestation sont alimentés par des revendications de type traditionnel ou par des crispations conservatrices devant la modernisation, qui ne débouchent sur aucune traduction révolutionnaire, ni même politique. On est frappé par le rôle que jouent les cadres traditionnels de l'Empire, notamment les tribunaux de Wetzlar et de Vienne, dans la résolution ou l'atténuation des conflits. Dans ce contexte, la France révolutionnaire n'est pas un modèle, mais un simple encouragement à la révolte, une référence utilisée comme menace ou provocation, sans qu'on aille au delà du symbole. Cependant, certaines situations ne sont pas sans rappeler ce qui s'est passé dans la Province française en 1789-1790. A ceci près qu'il manquait ici les événements parisiens pour alimenter le feu de la Révolution.

Jean-Luc LE CAM, Quimper

Gunter THIELE (Hg.), *Demokratisierung in der Französischen Revolution. Wirkungen auf Deutschland, Analysen und Zeugnisse – Bild- und Musikdokumente*, Villingen-Schwenningen (Neckar-Verlag) 1990, 272 p. (Forschen – Lehren – Lernen. Beiträge aus dem Fachbereich IV (Sozialwissenschaften) der Pädagogischen Hochschule Heidelberg, 3).

Cet ouvrage collectif réunit les contributions, parfois élargies, d'un colloque tenu à la fin juin 1989 à l'École Supérieure de Pédagogie de Heidelberg. La diversité de ces contributions, et même parfois leur caractère un peu disparate, apparaissent bien dès le long titre du livre: d'une part l'étude des processus de démocratisation les plus divers à l'œuvre dans la Révolution française, d'autre part l'examen de la «réception» de ces phénomènes en terre

allemande et dans les esprits allemands; mais aussi, dans certains cas, l'examen de l'illustration (au sens tout à fait concret du mot) des faits présentés et analysés: plus de cinquante documents iconographiques et musicaux; et encore, ce qui n'est pas le moins intéressant, la reproduction, en traduction allemande le plus souvent originale, de nombreux et longs textes de la période révolutionnaire: cahiers de doléances, textes journalistiques français, mémoires, chants, délibérations parlementaires, réunions de clubs, etc. D'où l'incontestable intérêt de l'entreprise du point de vue pédagogique.

La concentration sur le thème central de la démocratisation conduit, bien sûr, à laisser de côté des aspects importants, par exemple les relations entre la Révolution française et les États de l'Ancien régime européen. Mais, de l'aveu même de G. Thiele, organisateur du colloque et du volume, il ne s'agissait pas de répéter, même avec des variations, ce qui était déjà connu et bien des fois rappelé à l'occasion du Bicentenaire de 1789. En fait, l'axe principal de l'ouvrage est constitué par trois longues contributions de son maître d'œuvre: ces trois textes de G. THIELE, en effet, représentent, quantitativement, près de la moitié du total des pages et rythment le développement de l'ensemble.

La première de ces contributions envisage la Révolution française comme événement communicationnel («Kommunikationsereignis»). Bien informé sur le développement de ce qu'il est convenu d'appeler l'histoire des mentalités, G. Thiele s'interroge sur le rapport qui unit ces dernières, ainsi que la «formation de la volonté politique» («politische Willensbildung»), aux faits de communication, en prenant appui, en particulier, sur les positions théoriques de J. Habermas. A partir de là, il envisage les composantes principales du phénomène révolutionnaire français (émancipation populaire, création d'une culture démocratique, différenciations sociales et politiques, etc.) comme éléments d'un vaste processus d'apprentissage de la démocratisation. Les deux autres contributions de G. Thiele portent sur les conditions et les formes de la radicalisation et de la démocratisation dans la Révolution française, d'une part, et, d'autre part, sur la «dictature» jacobine, sa genèse et sa structure.

A ces trois contributions viennent s'ajouter un travail de Armin REESE sur les rapports entre développement économique et système politique avant et pendant la Révolution, une étude richement documentée de Renate KARST-MATAUSCH, assistée de Mladenka DOITCHINOV, sur les femmes et leur image à l'époque révolutionnaire, deux mises au point précises de Michael WAGNER sur le catholicisme français face à la Révolution et sur les polémiques entre historiens français au sujet du «génocide» («Völkermord») en Vendée, ainsi que plusieurs contributions très brèves et de moindre portée.

Trois contributions, enfin, s'intéressent à l'écho des événements et des idées révolutionnaires français en Allemagne. Celle de Wilhelm KREUTZ, tout d'abord, présente Mannheim, Heidelberg et le Palatinat électoral («Kurpfalz») face au choc de la Révolution: conditions économiques, sociales et politiques; mouvements populaires et bourgeois, ruraux et citadins au cours des années 1790, y compris en liaison avec certaines conspirations républicaines en Allemagne du Sud; réactions des intellectuels, enfin, parmi lesquels des «jacobins» convaincus (par exemple J. G. Kämmerer ou F. A. Zimmermann) agissant souvent en liaison avec Strasbourg et l'Alsace. Beethoven et la Révolution française: tel est le titre de la contribution de Hans RECTANUS qui est d'avis, avec et après Adorno, que toute expression musicale est un «fait social» et donc aussi politique. Andreas CSER, enfin, s'interroge sur l'interprétation de la Révolution française dans les textes de Hegel et de Marx. Assez bien informé sur les travaux récents ou plus anciens (par exemple J. Ritter, Marcuse, Ilting, Hocevar, D'Hondt, Furet ou Jaeck), malgré des lacunes, A. Cser met en évidence le caractère foncièrement «réaliste», voire empirique, de la réflexion politique de Hegel, entre autres à propos de la Révolution française: les textes hégéliens liés à l'actualité la plus immédiate, des années 1790 à la Restauration (sur le canton de Vaud, le Wurtemberg, la constitution de l'Allemagne, etc.) sont antérieurs, par exemple, aux leçons berlinoises sur la philosophie du droit. Et ces dernières ne quittent pas vraiment le terrain des réalités politiques du moment. Les analyses bien connues de la

»Phénoménologie« à propos de la Terreur sont également mentionnées. L'auteur passe peut-être un peu vite sur le refus de la souveraineté populaire par Hegel, vers 1820, qui n'est pas simplement lié à une orientation antidémocratique. Mais peut-on tout dire en quelques pages? Au sujet de Marx, l'auteur limite son étude aux textes des années 1841–1846, de la dissertation de doctorat à »L'Idéologie allemande«; ce choix laisse donc de côté les textes politiques liés aux révolutions de 1848 et à leur échec ainsi que les grands écrits économiques ultérieurs, si bien que le lecteur reste un peu sur sa faim, en particulier à propos de la question, si importante, des rapports entre révolution politique, ou bourgeoise (du type 1789, ou 1830) et révolution sociale, ou prolétarienne, malgré de très justes remarques de détail. Mais cette lacune n'est-elle pas, elle-même, la conséquence d'une absence d'examen approfondi du rapport de Marx à Hegel malgré, ici aussi, des remarques éclairantes? Il est vrai que ce rapport complexe a été bien des fois envisagé, depuis longtemps déjà et dans des directions très différentes, voire complètement divergentes.

Au total, et malgré son caractère un peu disparate que ne parvient pas à effacer la référence au processus de démocratisation, ce travail collectif parfois novateur rendra des services aux pédagogues mais aussi, bien que plus marginalement, aux chercheurs.

LUCIEN CALVIÉ, Grenoble

Französische Emigranten in Westfalen 1792–1802. Ausgewählte Quellen, bearbeitet von Peter VEDDELER, Münster (Selbstverlag Nordrhein-Westfälisches Staatsarchiv) 1989, 552 p., ill. (Veröffentlichungen der staatlichen Archive des Landes Nordrhein-Westfalen, Reihe C: Quellen und Forschungen, 28).

Ce livre séduit d'abord par sa luxueuse présentation, pas moins de 74 illustrations dont certaines en couleurs provenant de dépôts publics ou possessions privées de France et d'Allemagne. Il est consacré au phénomène lié à la Révolution française qui a le plus touché la Westphalie – c'est-à-dire les évêchés de Münster et de Paderborn, les parties westphaliennes de l'électorat de Cologne (duché de Westphalie et territoire de Recklinghausen), territoires prussiens de Westphalie (comtés de Mark, Minden-Ravensberg et Tecklenburg-Lingen) – à savoir l'installation de plusieurs milliers d'émigrés français.

Cet ouvrage se veut avant tout une publication, qui ne se prétend pas exhaustive, de sources ou, plus exactement selon P. Veddeler, une introduction destinée à replacer les documents ici présentés dans leur cadre historique. Le lecteur est donc prévenu qu'il ne s'agit pas d'une histoire des émigrés français réfugiés en Westphalie. Pour l'essentiel, ces sources sont d'origine westphalienne même si, surtout pour les illustrations il a été fait appel aux ressources de Vienne, de Paris, de Versailles.

L'auteur n'a pas cru, pour autant, devoir renoncer à écrire une longue introduction de 95 pages et le lecteur n'a pas à le regretter. Elle retrace rapidement les causes de l'émigration en insistant beaucoup sur celles qui ont poussé nombre de membres du clergé à quitter la France. C'est un des légers défauts de l'ouvrage de n'avoir pas mis davantage en lumière ce que l'on peut appeler l'émigration laïque. Suit ensuite une analyse riche en nuances des différentes attitudes que les Allemands observèrent à l'endroit des émigrés et qui influencèrent souvent les jugements qu'ils portèrent sur la Révolution.

Le reste de l'introduction est consacré à la politique que les souverains westphaliens suivirent à l'égard des émigrés et à la vie que ceux-ci menèrent sur leurs territoires. Sont ainsi passés en revue, dans le détail, l'Electeur de Cologne Max-Franz, frère de la reine Marie Antoinette, prince-évêque de Münster (l'évêché reçut de 2000 à 2500 émigrés), souverain du duché de Westphalie et du pays de Recklinghausen, Franz-Egon de Fürstenberg, prince-évêque de Paderborn qui accueillit, lui aussi, de 2000 à 2500 émigrés, roi de Prusse, enfin, qui